

Aider les enfants défavorisés: politiques efficaces pour réduire les inégalités scolaires

Jo Blanden [Université de Surrey – j.blanden@surrey.ac.uk]

Sandra McNally [Université de Surrey et LSE – s.mcnally1@lse.ac.uk]

Une éducation solide donne aux enfants un socle pour se construire un futur serein. De plus en plus d'études révèlent que les enfants défavorisés connaissent un retard vis-à-vis de leurs camarades plus aisés et ceci n'est pas sans implication pour leur avenir. Des politiques éducatives efficaces peuvent faire bouger les lignes mais l'équation d'une bonne école est difficile à résoudre. Ce qu'il se passe à la maison importe également, et peut être influencé par des mesures pour réduire les inégalités de revenus.

[Traduit de l'anglais par Alexis Maitre.]

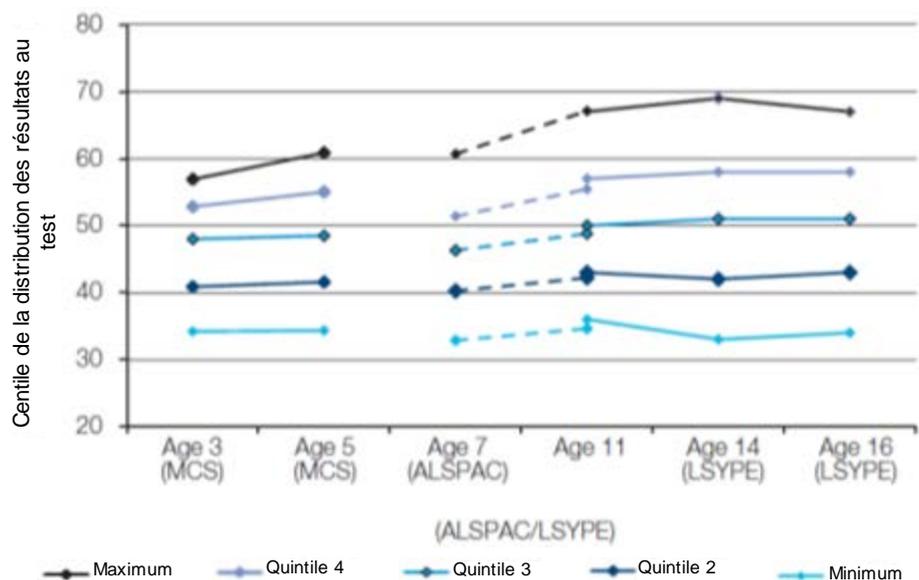
Les inégalités dans les capacités cognitives des enfants sont évidentes dès la maternelle. A cet âge déjà, les enfants issus des milieux aisés ont un vocabulaire plus étendu, une meilleure appréhension des concepts mathématiques et connaissent moins de troubles du comportement. Il n'est ainsi pas surprenant que les enfants défavorisés aient de moins bons résultats que les autres une fois qu'ils entrent à l'école primaire. Plus encore, les écarts se creusent à mesure que les enfants grandissent, comme illustré pour le Royaume-Uni sur la figure.

Des études se basant sur les tests internationaux PISA des compétences des élèves suggèrent qu'à l'âge de 15 ans, la différence entre les élèves issus du haut et du bas de l'échelle socio-économique représente entre 1 et 2,5 années de scolarisation supplémentaires. Cet écart varie considérablement entre pays : il est plus faible dans les pays nordiques et plus haut, par exemple, dans certains pays de l'Est et du Sud de l'Europe.

Les différences de performance au test d'alphabétisation du PIACC pour les compétences des adultes entre les personnes dont les parents appartenaient à des

groupes socio-économiques favorisés et défavorisés équivalent (en contrôlant de nombreux autres facteurs) à 2,5 années de scolarisation.

Résultats scolaires par âge et par position socio-économique



Nous utilisons des données sur le Royaume-Uni pour diviser les enfants en 5 groupes selon une mesure de leur position socio-économique construite à partir du revenu des parents, de la classe sociale, du statut dans le logement ainsi que d'un indicateur de difficultés financières déclarées par les parents. Nous traçons ensuite le résultat moyen au test pour chaque groupe de 3 à 16 ans. Les lignes pointillées reflètent le fait que ces estimateurs sont tirés des données ALSPAC, qui sont basées sur un échantillon d'enfants de la région d'Avon, plutôt que d'un échantillon national, et qu'ils ne sont donc pas à proprement parler comparables aux autres mesures présentées. Source : Goodman et Gregg (2010).

Bien qu'il existe également de grandes différences selon le statut migratoire des parents, la situation socio-économique des migrants reste un des principaux facteurs explicatifs avec la maîtrise de la langue du pays d'accueil. Ainsi, les différences entre migrants et natifs ont davantage à voir avec les caractéristiques des migrants et non pas avec le statut d'immigrant en lui-même.

INTERVENIR DES LA MATERNELLE

De nombreuses voix se sont élevées en faveur d'interventions avant même l'entrée à l'école primaire, ce qui semble logique au vu de la précocité observée des inégalités. Les effets les plus significatifs ont été observés pour des enfants défavorisés placés dans des centres pour y recevoir des soins et une éducation de grande qualité. Quant à savoir si l'école maternelle universelle dans le style Européen aide à combler ce fossé socio-économique, aucune étude n'a encore pu l'établir fermement. Il semble que l'argent dépensé durant les premières années d'éducation ait un impact mais c'est surtout la qualité de l'enseignement qui importe, et elle est mieux assurée par un personnel hautement qualifié et bien rémunéré. Avec le temps, les effets positifs des interventions précoces tendent à s'estomper, de sorte qu'elles doivent être suivies d'autres investissements ciblés tout au long du cursus scolaire.

CE QUE LES ECOLES PEUVENT FAIRE

Certains pays concentrent leurs efforts et leurs ressources sur les zones les plus désavantagées, ce qui se justifie par le coût relatif élevé de mesures qui y sont plus efficaces pour réduire les inégalités. Cependant, les études montrent que plus d'argent d'implique pas toujours de meilleurs résultats : la manière de le dépenser est tout aussi importante. Là où les subventions aux écoles ont eu un effet positif, ce dernier a été plus fort pour les groupes défavorisés, mais les chiffres varient beaucoup. Des Etats tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou la Suède autorisent des entités indépendantes à ouvrir des écoles. Ceci permet une approche expérimentale intéressante pour évaluer ce qui fonctionne véritablement. Des résultats en provenance des Etats-Unis suggèrent qu'un tel système peut avoir un effet positif. Par exemple, les écoles KIPP ont adopté un modèle dit « sans excuse », où l'accent est placé sur la performance scolaire ce qui passe par des journées et des années scolaires plus longues ainsi que de plus hautes exigences vis-à-vis des enseignants. Si tous les enfants désavantagés fréquentaient une école KIPP, l'écart observé aux tests PISA serait éliminé. Les inconvénients de telles mesures résident leur coût élevé et la pression qu'elles mettent sur les professeurs. Idéale-

ment, il faudrait pouvoir examiner le système KIPP de l'intérieur pour voir quels aspects de ces écoles peuvent être étendus à tout le système scolaire à moindre coût. Au Royaume-Uni, un Fond de Dotation pour l'Education a été mis en place pour la diffusion des innovations dont les bienfaits ont été prouvés. L'idée que responsabiliser les élèves et les enseignants peut améliorer les performances scolaires est par ailleurs très répandue dans le pays. Néanmoins, il reste beaucoup à apprendre.

Développer le suivi post-secondaire pour s'assurer que tous les élèves aient la chance de suivre un cursus universitaire est un des rares exemples de mesures peu coûteuses et qui pourtant pourraient aider. Des études montrent en effet qu'un tel suivi est associé à de meilleurs résultats. En bénéficiant particulièrement les enfants défavorisés qui sont autrement plus facilement dirigés vers l'enseignement professionnel.

IL N'Y A PAS QUE L'ECOLE QUI COMPTE

Les résultats scolaires sont bien plus déterminés par la famille que par l'école. Même si cela ne veut pas dire que l'école ne peut pas aider à réduire les inégalités, cela nous amène à chercher ce qui peut être fait pour aider les familles. Des études montrent que le revenu des familles influe sur les résultats des enfants, ce qui suggère que des politiques de redistribution peuvent avoir un impact. L'éducation des parents est aussi cruciale, d'autant plus pour les personnes peu qualifiées, ce qui signifie que les générations futures bénéficieront des investissements dans l'éducation faits aujourd'hui. Certains soutiennent l'idée d'une intervention directe par la mise en place pour les parents de cours d'éducation parentale, mais la recherche sur ce sujet est encore rare et les résultats mitigés. Il est compliqué de faire adhérer les parents sans qu'ils soient stigmatisés, ce qui s'avère d'autant plus vrai pour ceux qui en ont le plus besoin.

Il serait irréaliste de penser qu'une seule mesure peut solutionner des fractures sociales profondes, dont les inégalités scolaires sont une manifestation. Cependant, certains programmes semblent avoir un effet positif pour les élèves défavorisés. Parmi ceux-ci, les plus efficaces tendent à être les plus intenses et les plus coûteux. Il faut également penser à ce qui peut être fait pour aider les enfants à la maison. Ceci peut prendre la forme d'une combinaison de mesures ciblées pour aider les parents à mieux éduquer leurs enfants ainsi que des politiques plus globales pour améliorer les conditions de vie aux sein des familles, via la redistribution par exemple.

Pour plus d'information, voir: Jo Blanden, Sandra McNally, *Reducing Inequality in Education and Skills: Implications for Economic Growth*. Rapport Analytique No. 21 de l'EENEE, Février. 2015, http://www.eenee.de/dms/EENEE/Analytical_Reports/EENEE_AR21.pdf.